

## INTERGLOBAL

TUNISIE

# La jeunesse en colère

Maryline Dumas

**Chômage, sous-développement des régions, corruption et pauvreté : les Tunisiens n'ont guère vu de changement depuis la révolution de 2011. Mi-janvier, la colère a éclaté.**

La comparaison avec la révolution de 2011 est facile. Comme en décembre 2010, c'est la mort d'un jeune précaire qui a mis le feu aux poudres et poussé aux manifestations partout en Tunisie. « La seule différence, c'est que, à l'époque, nous avions de l'espoir. Aujourd'hui, nous n'avons que la colère », indique cependant un manifestant, à Kasserine, 300 kilomètres au sud de Tunis.

## La mort d'un précaire

C'est ici, dans cette ville de quelque 80.000 habitants que les troubles ont commencé le 16 janvier. Ce samedi-là, Ridha Yahiaoui, un jeune chômeur de 28 ans, meurt électrocuté. Pour protester contre le retrait de son nom sur une liste d'embauches pour la fonction publique, il avait escaladé un pylône. En réalité, le jeune technicien supérieur en mécanique électrique avait participé à un sit-in en février 2015 devant le siège du gouvernorat. Suite à un accord signé avec l'ancien gouverneur et des députés, Ridha Yahiaoui et ses camarades sont convoqués, ce 16 janvier, pour signer leur contrat de travail. Sauf que la liste des nouveaux embauchés a changé et que le nom de Ridha a disparu.

Sur le site de Nawaat, son frère Mehrez Yahiaoui laisse entendre sa colère : « Ridha n'est pas mort électrocuté. C'est le stylo qui a barré son nom de la liste qui l'a tué. » Après cinq années de chômage, Ridha était pourtant heureux, ce matin du 16 janvier. « Il était content et pensait enfin décrocher un travail. Il m'a demandé de repasser son pantalon blanc qu'il partage avec son frère pour les occasions exceptionnelles. Avant de partir, il m'a embrassée et m'a serrée dans

ses bras », raconte sa mère, Saadia, à la journaliste Henda Chennaoui. Cette mère de six enfants ne reverra jamais son fils.

Un destin brisé qui fait forcément penser à celui de Mohamed Bouazizi. Ce vendeur de fruits s'était immolé, en décembre 2010, devant le gouvernorat de Sidi Bouzid, 70 kilomètres plus à l'est, après s'être vu confisquer sa marchandise. À sa mort, la Tunisie s'était embrasée et le dictateur Ben Ali avait fini par quitter le pays en janvier 2011.

## Une génération sans espoir

Là encore, à l'annonce de la mort de Ridha Yahiaoui, les manifestations se sont étendues à l'ensemble du pays. Car Ridha, comme Mohamed Bouazizi, est devenu un symbole pour toute une génération de Tunisiens sans espoir. Les raisons de cette colère sont, en effet, les mêmes qu'en 2011 : fort taux de chômage - 15,3 pour cent de la population active et 30 pour cent environ chez les jeunes -, corruption et système éducatif qui s'effondre depuis les années 2000. À cela s'ajoute le sous-développement des régions intérieures qui n'ont vu aucun changement depuis cinq ans. Ainsi, à Kasserine, l'accès à l'eau potable atteint 27 pour cent, contre 56 pour cent au niveau national, l'espérance de vie est de 70 ans contre 77 ans à Tunis et l'indice d'implantation des petites et moyennes entreprises est de 0,2 contre 3,1 à Tunis.

« On retrouve le même modèle libéral, avec un chômage plus fort et une pauvreté qui augmente avec la cherté de la vie », constate Messaoud Romdhani de l'ONG Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. De là à évoquer une seconde révolution, le politologue et membre du principal syndicat, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) Ridha Tili préfère la prudence : « Les choses ont changé, nous ne sommes plus

face à un régime totalitaire. » Le gouvernement, cependant, ne semble pas avoir de solution. Avec une croissance attendue entre 0,2 et 0,3 pour cent en 2015, la Tunisie est paralysée économiquement.

Dans ce contexte, manifestations, barrages, occupations de gouvernorats, incendies de postes de police, pillages de commerces ou d'institutions étatiques se sont enchaînés dans la semaine suivant le 16 janvier, de la banlieue nord de Tunis à Sidi Bouzid, en passant par Kairouan, plus à l'est. Sur l'ensemble du territoire, des centaines de blessés sont à déplorer, dont une quarantaine d'agents de sécurité. Un policier est décédé mercredi 20 janvier à Feriana, près de Kasserine. Le 22 janvier, le ministère de l'Intérieur a instauré un couvre-feu de 20 heures à 5 heures du matin, « au vu des atteintes contre les propriétés publiques et privées et de ce que la poursuite de ces actes représente comme danger pour la sécurité de la patrie et des citoyens ». Ce couvre-feu a finalement été allégé, le week-end dernier, de minuit à 5 heures du matin. Au total, plusieurs centaines d'arrestations ont eu lieu.

## Des manifestations et des casseurs

« Ce mouvement a été récupéré. Il y a des gens derrière », accuse Ridha Tili. « Que les jeunes chômeurs s'attaquent à des commissariats, c'est une chose. Mais les recettes des finances ? Ils n'ont jamais payé d'impôts, cela ne représente rien pour eux ! »

À Ettadhamen, une cité au nord de Tunis où des violences ont eu lieu dans la nuit du 21 janvier, Ahmed\*, un jeune trentenaire, confirme que le mouvement social s'est fait dépasser par des casseurs. Il se trouvait au café, lorsque « près de 2.000 hommes sont sortis dans la rue. La minorité voulait juste manifester pour demander du travail. Les autres, c'était pour voler. D'ailleurs, ils sont arrivés avec

leurs voitures pour pouvoir emporter plus de matériel. » Au moins deux supermarchés, Aziza et Carrefour Market, la banque Attijari et quelques magasins d'électroménager ont été vidés. « La police a laissé faire, mais il y avait des caméras : dès le lendemain, les agents venaient toquer aux portes pour arrêter les voleurs », raconte Ahmed en rigolant.

## Ettadhamen, zone de non-droit

Ettadhamen est souvent considérée comme une zone de non-droit. La cité est connue pour ses salafistes et ses jeunes partis au djihad, en Syrie, en Irak ou encore en Libye. Au niveau national, leur nombre est estimé à plus de 5.500, faisant de la Tunisie le premier pourvoyeur en djihadistes au monde. D'autres jeunes Tunisiens tentent la traversée vers l'Europe. Pour ceux qui restent, c'est la loi de la débrouille : petits boulots, ventes sauvages, trafics, vols... Ahmed, par exemple, gagne sa vie en dealant. Il est détenteur d'un permis de résidence en Italie, où il exerce la même activité, mais revient régulièrement à Ettadhamen, car sa famille l'héberge gratuitement. Il ne s'étend pas sur sa vie en Europe qui semble difficile. En nous faisant visiter son quartier, il s'arrête de temps en temps pour distribuer sa marchandise, du cannabis.

Il nous emmène dans la rue 105, où les habitants font leurs courses auprès de vendeurs à la sauvette, c'est-à-dire sans licence officielle, comme Mohamed Bouazizi l'était, à Sidi Bouzid, avant la révolution. Les policiers sont absents : « Ils ne viennent qu'en fin d'après-midi », indique Ahmed.

Le jeune homme nous présente Mohamed\*, 31 ans, « dont cinq années sans une seule journée de travail ». L'homme nettoie un utilitaire devant la maison familiale en discutant avec des amis. « C'est mon père qui m'a payé la voiture pour m'occuper. Il paye aussi l'essence. Parfois, je transporte des choses. Mais je ne tra-



Manifestation à Tunis à l'automne 2015 contre la loi de réconciliation économique. Au-delà de cette loi, les Tunisiens s'agacent de l'immobilisme des gouvernements depuis 2011.

PHOTO: MARYLINE DUMAS

vailler pas beaucoup. Car sans licence officielle, je devrais payer 750 dinars si j'étais arrêté », explique-t-il. Après une heure de discussions, il avouera, au détour d'une phrase, que son père lui a fait ce « cadeau », car il craignait que son fils ne parte en Syrie. « J'avais commencé à laisser pousser ma barbe », dira-t-il avant de changer de sujet. Avec sa famille, Mohamed vit grâce à la retraite de son père, qui était ouvrier en France. Comment ferait-il sans cette pension ? Il répond en rigolant : « Tu as un collier ? » À côté, ses copains rigolent : tous reconnaissent avoir un jour volé pour gagner quelques pièces. La mère de Mohamed, qui rentre du

souk, regrette : « Si j'avais décidé de rester en France, j'aurais offert une vie meilleure à mon fils. Tu ne voudrais pas l'épouser et l'emmener en Europe, toi ? »

#### Fuir : le rêve des jeunes

Capuche sur la tête, un jeune homme de 22 ans se joint à la conversation et approuve. Il souhaite qu'on l'appelle « Pika Pescador », comme son pseudo Facebook. « Comme ça, si des Françaises veulent me contacter... » Après déjà deux ans de chômage, il rêve d'un avenir tout tracé : « Je fais une formation pour être technicien de mécanique bateau. Après,

je chercherai un travail sur un navire qui ira en Europe. Et une fois là-bas, j'y reste ! »

Partir, fuir, c'est le rêve de tous ces jeunes. Pourtant, ils ont bien conscience que ce n'est pas la solution idéale. Si Ahmed, malgré sa résidence en Italie, revient pour de longues périodes en Tunisie, c'est bien parce que sa vie en Europe est précaire. Hamza, 30 ans, en a été expulsé. Depuis, il vit en vendant des fripes et gagne à peine quelques dinars par jour. Il a déjà derrière lui cinq années de chômage. Mohamed, quant à lui, est revenu de son propre chef. Après plusieurs années à Paris, où le clan-destin était payé 1.000 euros pour tra-

vailler 72 heures par semaine dans un restaurant, il a préféré rentrer chez ses parents.

Nabil est le seul de la bande à avoir un emploi fixe aujourd'hui. Fixe, mais au noir. « Je gagne 15 dinars (environ 6,80 euros) par jour. Ça fait cinq dinars (2,30 euros) pour la nourriture, cinq pour manger et cinq pour le shit », explique le jeune homme de 26 ans avant de fredonner une chanson qui date de ses années lycée : « Fais tes études, si tu finis tes études ou finis pas, tu es chômeur. »

\* Les prénoms ont été modifiés à la demande des intéressés.

